

# Pétition à l'intention de l'assemblée législative de l'Ontario : Ne privez pas les femmes et les personnes marginalisées de leurs droits sociaux et économiques



**ATTENDU QUE** la loi 47 a annulé bon nombre des gains réalisés dans la loi 148, soit des lois sur le travail et des conditions de travail plus équitables qui avaient un effet positif particulièrement sur les femmes et les personnes marginalisées;

**ATTENDU QUE** les statistiques indiquent que les femmes, et particulièrement les femmes de couleur, sont les plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et que les amendements que la loi 47 prévoit pour la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et la *Loi de 1995 sur les relations de travail* créent des conditions propices à l'augmentation des emplois précaires et éliminent des protections applicables à des millions de travailleuses et travailleurs de l'Ontario;

**ATTENDU QUE** la loi 66 réduit encore davantage les droits sociaux et économiques des femmes et des personnes marginalisées;

**ATTENDU QUE** le gouvernement Ford continue à abroger, annuler ou suspendre le financement d'autres soutiens, programmes et règlements qui accroîtraient l'accès des femmes à l'égalité dans la population active et au-delà de celle-ci;

**NOUS, LES PERSONNES SOUSSIGNÉES**, réclamons que l'assemblée législative de l'Ontario prenne à tout le moins les mesures suivantes :

- ✓ RÉTABLIR les congés de maladie payés, la majoration prévue du salaire minimum à 15 \$ l'heure, les mesures législatives accroissant la transparence salariale, la réglementation appuyant un salaire égal à travail égal et toutes les autres protections des travailleuses et travailleurs gagnées dans la *Loi pour l'équité en milieu de travail et de meilleurs emplois*;
- ✓ ABROGER les modifications apportées à la réglementation des garderies qui permettent un nombre supérieur d'enfants par gardienne ou gardien;
- ✓ ABROGER les réductions rétroactives du financement de l'Ordre des sages-femmes de l'Ontario;
- ✓ RÉTABLIR les augmentations de financement des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle;
- ✓ RÉTABLIR la Table ronde sur la violence faite aux femmes;
- ✓ RÉTABLIR le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes.

Nom (en lettres moulées)	Adresse	Ville	Code postal	Courriel ou n° de cellulaire	Signature

Envoyer les pétitions remplies par la poste à la Fédération du travail de l'Ontario au 15, promenade Gervais, suite 202, Toronto, Ontario M3C 1Y8